



Autoconsommation Collective & Réglementation Contributions des projets SMILE

Introduction

La CRE a lancé au second semestre 2017 une concertation sur l'autoconsommation afin d'examiner les conséquences que le développement de l'autoconsommation aura, ou pourrait avoir, sur le modèle énergétique français, en particulier en matière tarifaire. Dans ce cadre, l'association ATLANSUN a produit, en accord avec l'association SMILE, une première contribution en date du 6 novembre 2017.

Le 21 février dernier, la CRE a fait paraître une délibération d'orientations et recommandations sur l'autoconsommation (individuelle et collective). En même temps elle propose une consultation publique relative à la prise en compte de l'autoconsommation dans la structure du TURPE HTA-BT et des tarifs réglementés de vente.

En ce début 2018, une **dizaine de projets accompagnés ou homologués SMILE** concerne pour tout ou partie la mise en œuvre de solutions d'autoconsommation collective, préfigurant une massification à venir de ces nouveaux modèles dans le paysage énergétique français. Par conséquent il apparaît pertinent de valoriser un premier retour d'expérience en s'appuyant sur l'analyse des porteurs de projet et de leurs partenaires.

Ce document de l'association SMILE consiste donc en **une contribution collective** sur la consultation en cours de la CRE au sujet de l'autoconsommation, réalisée grâce aux porteurs des projets d'autoconsommation de la communauté SMILE.

Les projets portent sur **différents cas d'usage** :

- Ateliers municipaux ; écoles publiques ; Bâtiments publics
- Bâtiments tertiaires privés
- Boutiques ; artisans
- Galeries marchandes
- Habitats résidentiels
- Habitats collectifs (sociaux public ou privé)
- Sites industriels
- Combinaisons de sites différents, comme par exemple : tertiaire, industriel et résidentiel
- Sites agricoles

Certains de ces projets pourraient être optimisés en ayant la possibilité d'associer une seconde boucle HTA/BT.

Ces porteurs de projet font tous le constat suivant : sans mesure de soutien, il n'y a pas de modèle économique pour l'autoconsommation collective à l'heure actuelle.

À travers ce document, les porteurs de projet d'autoconsommation collective au sein de SMILE souhaitent apporter des éclairages appuyés sur leurs premiers retours d'expérience et des propositions dans le but de favoriser le développement de cette nouvelle filière.

Questionnaire – consultation publique de la CRE (Cette partie pourra être publiée)

1 / Avez-vous des remarques sur les principes et critères retenus par la CRE pour la construction des tarifs de réseau ?

Sur les principes :

Dans le cas de l'autoconsommation collective, la construction de la composante de soutirage pour l'électricité alloproduite peut favoriser un gain pour les consommateurs et une rémunération adaptée au fonctionnement horo-saisonnier des réseaux. Pour autant, la proposition relègue presque intégralement le risque lié à la variabilité de la production sur le consommateur, et qui plus est au consomm'acteur.

Ce principe peut être complété en proposant qu'une partie de la variabilité soit corrigée de fait par le producteur, rendant à la fois le producteur et le consommateur parties prenantes à leur niveau de l'équilibre dynamique du réseau. Les expérimentations menées dans les zones non interconnectées ont ainsi déjà montré qu'il était possible de réguler une part importante de la variabilité de la production d'une installation d'Energie Renouvelable (EnR) variable. Ceci aurait le mérite de donner la possibilité au producteur de participer à son niveau.

Le principe d'horo-saisonnalité est plutôt pertinent. Pour autant, imposer une logique de construction du TURPE sur 4 classes temporelles revient à faire glisser progressivement les consomm'acteurs dans cette configuration quand ce n'est actuellement que facultatif au titre du TURPE 5.

Sur les critères :

Un critère d'exemplarité pour un producteur d'EnR pourrait être ajouté : ce producteur participe à la réalisation des objectifs de la France en atteignant ses objectifs de production de renouvelables.

2 / Etes-vous favorable au maintien en l'état des composantes de soutirage payées par les autoconsommateurs individuels ? Si non, quelles modifications devraient-elles être apportées ?

Aucune distinction ne devrait être portée sur le coût d'utilisation des réseaux en fonction de la façon dont le client produit son énergie, d'où un TURPE unique pour tous les clients, qu'ils soient autoconsommateurs ou non.

Un maintien en l'état semble donc pertinent. Il serait effectivement discriminant d'imposer une composante de soutirage spécifique aux autoconsommateurs individuels. Pour rappel, les autoconsommateurs avec injection du surplus paient déjà une composante de gestion au titre de leur production.

3 / Quels devraient être selon vous les chantiers prioritaires en vue du TURPE 6, afin de maintenir la capacité du TURPE à refléter les coûts générés par l'ensemble des utilisateurs ?

Quatre chantiers nous semblent prioritaires, afin de mieux refléter le comportement des utilisateurs du réseau et les intégrer dans les règles de construction du TURPE pour tous les acteurs du réseau.

3.1) Chantier proposé sur la modification des plages temporelles :

Si le principe de l'horodatage est bon, les plages ne sont plus les bonnes. Les évolutions technologiques, couplées à l'appétence des producteurs et consommateurs à contribuer à la transition énergétique vont conduire à la généralisation de la production décentralisée et de consommation intelligente. La base de calcul de la part variable du TURPE pourrait être proportionnelle à la différence entre production et consommation. La conception des plages horaires devrait être repensée dans le cadre d'un TURPE transition énergétique qui serait généralisé à tous les usages de production EnR et de consommation. Cette conception pourrait se baser sur une analyse des productions EnR dont la base installée permettrait une représentativité suffisante.

Le montant du TURPE devrait être défini par la concertation. Et les écarts de montant entre les plages temporelles devraient refléter au mieux les écarts d'utilisation du réseau.

Une telle construction permettrait de ne pas mettre en œuvre de politique spécifique en fonction de l'usage énergétique concerné (production EnR, consommation) et garantirait ainsi une équité entre la production d'énergie décentralisée, le stockage et les politiques de maîtrise de la demande en énergie.

Il serait également particulièrement utile de faire évoluer les composantes de soutirage vers plus de classes temporelles pour les consommateurs en général, afin de poursuivre l'introduction d'une flexibilité aidée par un signal tarifaire. Apporter en face des régimes d'exonérations spécifiques pour les personnes en situation de précarité énergétique engagées dans une rénovation de leur patrimoine (ou via un tiers investisseur), permettrait de gommer les effets potentiellement néfastes de cette modification des classes temporelles (un foyer en situation de précarité énergétique dans un logement mal isolé au chauffage électrique n'aura d'autres choix que de chauffer en heure pleine de saison haute et sera donc de fait encore plus pénalisé que dans le TURPE 5).

3.2) Chantier sur la proportion de la part fixe et de la part variable du TURPE

Deux positions sont proposées :

- Il est question de la construction du TURPE, par analogie avec le mode de soutien aux EnR ; les deux étant très majoritairement assis sur des composantes variables et non fixes. Pour les EnR et à titre d'exemple pour le photovoltaïque de moins de 100 kWc, le tarif d'achat couvre la différence entre coût de production et parité marché (coût de fourniture sur le marché européen). Et cette différence est soutenue par la CSPE. Or, cette situation a récemment évolué¹ vers une prime à l'investissement complétée d'un tarif d'achat. **Il conviendrait donc de définir des règles permettant de mieux refléter l'impact des utilisateurs sur le réseau, avec une composante fixe plus forte qu'actuellement et une composante variable de fait équilibrée en fonction.**

Sans remettre en question la légitimité du TURPE, ce mode de construction permettrait d'anticiper le temps où le coût de production des EnR atteindra la parité marché.

- La part fixe devrait être moindre (pas ou peu de tarification sur la puissance), afin de favoriser un changement de comportement des consommateurs vers une baisse de la consommation.

3.3) Chantier sur la prise en compte du net-metering

Il sera important de comprendre pleinement les indicateurs qui sous-tendent la variabilité de la production et de la consommation, comme illustré par la figure p. 11 de la consultation. Cette figure est utilisée pour justifier en partie la construction des composantes de soutirage alloproduits. C'est ainsi un facteur de risque qui est supporté par le consomm'acteur. Dans une opération qui conduit des consommateurs à passer au statut de consomm'acteur, nous pensons que c'est un élément (la variabilité) que nous pouvons intégrer et corriger au besoin avec des actions de maîtrise de l'énergie adaptées. C'est en somme une part importante de l'article 199 de la loi relative à la transition énergétique.

3.4) Simplification du TURPE

Il serait nécessaire de simplifier la construction du TURPE afin de la rendre plus lisible et qu'elle devienne ainsi un signal prix fort.

4 / Etes-vous favorable au maintien en l'état des composantes de comptage et de gestion payées par les autocosommateurs individuels ? Si non, quelles modifications devraient-elles être apportées?

Oui, les composantes actuelles sont plutôt adaptées.

5 / Etes-vous favorable aux composantes de soutirage proposées par la CRE pour les consommateurs situés en aval d'un même poste HTA/BT et participant à des opérations d'autoconsommation collective ?

¹ Arrêté du 9 mai 2017 fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations implantées sur bâtiment utilisant l'énergie solaire photovoltaïque, d'une puissance crête installée inférieure ou égale à 100 kilowatts telles que visées au 3° de l'article D. 314-15 du code de l'énergie et situées en métropole continentale.

La création d'une composante de soutirage pour l'électricité alloproduite différente pour les participants à une opération d'autoconsommation collective est discriminante et rédhibitoire pour le développement de l'autoconsommation collective en dessous de 100kWc. Il faut un taux d'autoproduction d'environ 30% pour tous les consommateurs pour que leurs coûts de TURPE soit égaux. Elle semble contrevenir à l'article L341-2 du code de l'énergie et pourrait tomber sous le coup de l'article L341-3, car elle ne tient pas compte de la volonté du législateur et des orientations de politique énergétique.

La disparité de cette composante est forte entre les heures creuses courte utilisation et moyenne utilisation : nous proposons de se caler sur les heures creuses de la moyenne utilisation.

La composante de la consommation alloproduite devrait être équivalente à celle du TURPE 5 et non spécifique à l'autoconsommation collective, c'est un non-sens.

Il serait dommageable de proposer des tarifs qui conduisent à une sur-cotation du TURPE pour la partie de soutirage alloproduit, sans expérimentations suffisamment variées et étalées sur le territoire national. Un régime dérogatoire aurait pu être proposé sur 1 an, le temps de faire évoluer le TURPE dans le cadre du TURPE 6.

6 / Etes-vous favorable à la mise en place d'une composante de gestion exclusivement applicable aux participants à une opération d'autoconsommation collective, majorée de 50% par rapport à la composante de gestion d'un utilisateur ne participant pas à cette opération?

L'opération d'autoconsommation collective représente un surcoût de gestion : il est donc légitime de répercuter ce surcoût via les participants.

Toutefois, cette majoration devrait pouvoir être calculée à partir des données fiables du gestionnaire du réseau de distribution (GRD), contrôlées par la CRE, et non à partir de simples estimations. Nous nous interrogeons sur la justification du taux de majoration à 50% qui nous paraît trop important.

En outre, les coûts de gestion seront mutualisés pour le gestionnaire. Il y aura deux contrats, donc deux coûts de gestion : un pour le contrat de consommation autoproduite et un pour le contrat de consommation alloproduite, et cela pour chaque auto-consommateur. Cela nécessite des ajustements au départ mais ensuite le gestionnaire pourra facilement mutualiser la gestion.

Ainsi, un utilisateur qui se voit attribuer deux contrats pour un même site devrait voir son deuxième contrat bénéficier de coûts de gestion moins importants.

Il est certain que les développements SI serviront pour les utilisateurs « classiques ».

Enfin, plus un projet comporte d'autoconsommateurs collectifs moins il engendrera de coûts pour le GRD.

7 / Etes-vous favorable aux modalités de prise en compte de l'autoconsommation individuelle et collective dans les TRV envisagées par la CRE ?

Les TRV représentent dans l'électricité encore 80% des contrats signés et 37% des consommations annualisées². Il semble effectivement essentiel d'afficher les modalités d'autoconsommation dans les TRV.

C'est un moyen de clarifier la question de la collecte du TURPE sur le soutirage autoproduit, qui est encore actuellement une question ouverte. Cela nécessite également des règles qui ne soient pas uniquement modélisées, mais également validées sur des réalités de terrain.

De fait, cela pose la question de la facturation du TURPE correspondant à l'énergie autoproduite pour les autoconsommateurs aux tarifs de marché ?

Pour compléter l'analyse, si l'on considère que les TRV constituent une base de comparaison pour la construction des offres de marché, c'est tenter une base de comparaison qui puisse permettre aux fournisseurs de s'adapter au changement de paradigme introduit par la décentralisation des outils de

² CRE (2018), Observatoire du 4^e trimestre 2017 (données 31/12/2017), Les marchés de détail de l'électricité et du gaz naturel, 48 pages.

production d'énergie, en soutien à un réseau national et dans l'objectif de favoriser des usages locaux de l'énergie et de limiter les pertes de réseau. La règle des TRV inciterait donc les fournisseurs dans leurs offres de marché à se comparer à ce « standard ».

Cependant, concevoir une offre tarifaire adaptée à l'autoconsommation (et d'autant plus à l'autoconsommation collective) est complexe et pourrait dans un premier temps ne pas toucher les clients en moins de 36 kVA (abonnement).

8/ COMMENTAIRES COMPLEMENTAIRES

En l'état, les propositions de la CRE sur l'autoconsommation semblent en opposition avec les propositions législatives du Parlement Européen, modifiées fin 2017, au sujet des freins à lever pour promouvoir le développement de l'autoconsommation (lever les redevances, les droits et les taxes, favoriser les systèmes de stockage et la création de communautés d'énergie renouvelable).

Les porteurs de projets d'autoconsommation collective SMILE souhaitent avoir l'opportunité d'expérimenter, de créer un précédent. L'autoconsommation collective est vertueuse pour libérer les usages en circuits courts de l'énergie.

Si la croissance rapide de ce type de projets énergétiques décentralisés alerte la CRE sur d'éventuels surcoûts pour la collectivité, d'autres voies de régulation sont envisageables, par exemple via des appels d'offres ou des tarifs d'achat adaptés.

Ainsi nous souhaiterions que la délibération mentionne spécifiquement le suivi des premiers projets d'autoconsommation collective, entrant en opération.

Ces projets pilotes SMILE, au cœur de la vitrine du savoir-faire national, ont vocation à mettre en lumière les verrous techniques (comptage, coefficient de répartition, ...), économiques (parité réseau, collecte des taxes, taux d'actualisation, couverture du risque, ...), réglementaires (lourdeur administrative, gestion des consentements, ...) et enfin calendaires (délais d'instruction, rapidité de mise en œuvre, visibilité long terme, ...).

